

# FORMATION PROFESSIONNELLE : À LA RECHERCHE DU TEMPS PERDU

Avec le vieillissement de la population et le nombre élevé de départs à la retraite, de nombreux postes seront à combler dans les prochaines années dans les métiers et techniques spécialisés. En conséquence, les conditions salariales associées à ces emplois deviennent de plus en plus intéressantes. Or, la plupart des politiciens et des journalistes ayant fréquenté l'université, on a souvent tendance à oublier l'importance de la formation professionnelle dans les débats publics. Parallèlement, le décrochage scolaire reste un grave problème au Québec (un cinquième des jeunes de 19 ans est dans cette situation<sup>1</sup>). Le phénomène mérite qu'on s'y attarde afin d'éviter à plusieurs jeunes de commencer leur vie professionnelle du mauvais pied.



Cette Note économique a été préparée par **Marcel Boyer**, vice-président et économiste en chef de l'IEDM et titulaire de la Chaire Bell Canada en économie industrielle de l'Université de Montréal.

On peut considérer que le parcours scolaire québécois se divise en deux grandes étapes, chacune avec sa finalité propre et ses caractéristiques. En premier lieu, de la maternelle au milieu du secondaire, tous les jeunes fréquentent obligatoirement une école dont la vocation est de leur inculquer les apprentissages fondamentaux. Il s'agit non seulement de savoir lire, écrire et compter, mais aussi d'assimiler les connaissances et de développer les attitudes qui feront des jeunes des adultes capables de comprendre ce qui se passe dans le monde qui les entoure et de continuer à apprendre de manière indépendante.

Dans une seconde étape, les jeunes sont amenés à bâtir sur les apprentissages fondamentaux et à terminer leur parcours scolaire par l'obtention d'un diplôme qui les préparera à occuper la vocation professionnelle qu'ils ont choisie. Bref, en théorie, la première étape prépare les jeunes à réussir la deuxième, et la seconde les prépare à réussir leur arrivée sur le marché du travail.

Or, au Québec, le système d'éducation fait un excellent travail pour ce qui est de la première étape, mais les choses se gâtent considérablement pour ce qui est de la deuxième. L'objectif de cette Note économique est de permettre de mieux en comprendre les raisons, de comparer le Québec aux endroits

qui y parviennent mieux et de proposer des solutions.

## Un bon départ

Au printemps 2006, un échantillon de 3695 élèves de 15 ans a répondu à un examen de deux heures dans 159 écoles du Québec. Une procédure similaire a eu lieu dans les écoles de toutes les provinces canadiennes et de 56 autres pays, sous l'égide de l'OCDE. L'examen visait à évaluer la capacité de ces jeunes à mettre en application

des connaissances dans des problèmes concrets ce qu'ils avaient appris jusque-là en sciences, en lecture et en mathématique.

Les résultats sont révélateurs. Sur 66 provinces canadiennes et pays, les jeunes Québécois de 15 ans se classent au septième rang en sciences, au septième rang

en lecture et au cinquième rang en mathématique. De plus, ils se sont améliorés comparativement aux enquêtes précédentes<sup>2</sup>. La Finlande et Hong Kong sont les deux seuls endroits qui obtiennent des résultats meilleurs que le Québec dans les trois matières évaluées (l'Alberta, la Colombie-Britannique et l'Ontario obtiennent de meilleurs résultats en sciences et en lecture). Ces excellents résultats moyens sont obtenus avec une faible variation dans les résultats entre les établissements<sup>3</sup>, malgré une

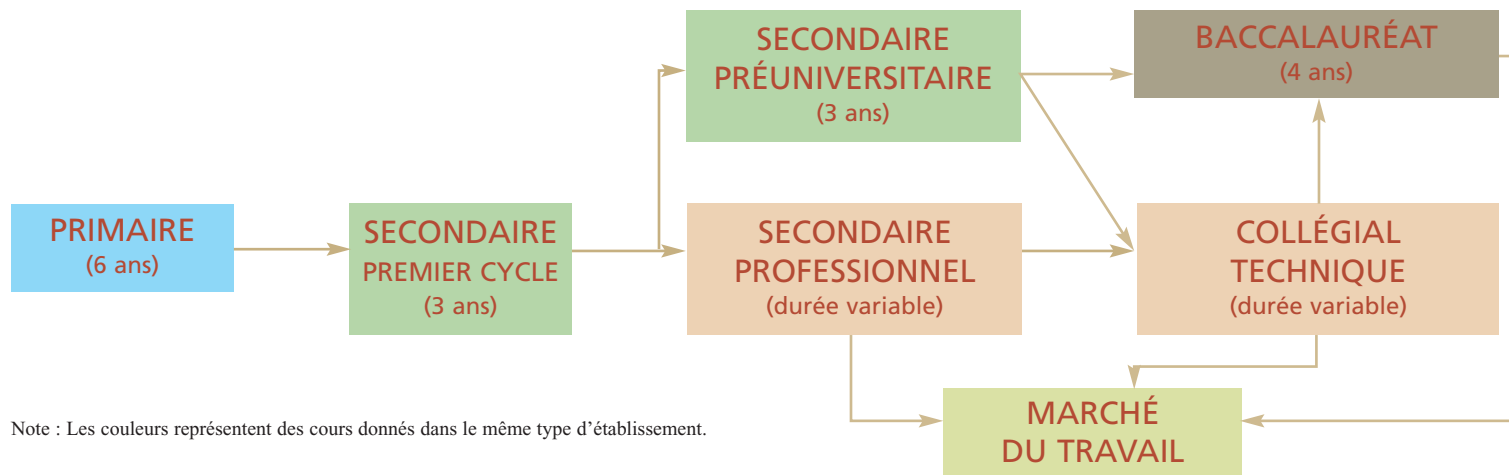


1. Ministère de l'Éducation, *Indicateurs de l'éducation*, 2008, p. 62.

2. Ministère de l'Éducation, *La performance des jeunes en sciences, en lecture et en mathématique – Résultats obtenus par les élèves québécois de 15 ans*, Programme international pour le suivi des acquis (PISA 2006), 2007.

3. OCDE, *Apprendre aujourd'hui, réussir demain – Premiers résultats de PISA 2003*, 2004, p. 173 : « La variance inter-établissements (...) est inférieure ou égale à 50 % au Canada, au Danemark, en Irlande, en Norvège, en Pologne et en Suède (...). Dans ces pays, les performances des élèves ne dépendent pas dans une grande mesure des établissements qu'ils fréquentent. »

FIGURE 1  
Nouveaux parcours scolaires proposés



dépense par élève se situant un peu en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE<sup>4</sup>.

Bref, à 15 ans, les jeunes Québécois sont parmi les mieux outillés au monde pour réussir la seconde étape de leur parcours de formation. Et pourtant, une proportion étonnante finit par décrocher, ou ne parvient à obtenir un diplôme qu'après de longs et coûteux délais.

## De sérieux problèmes d'aiguillage

Dans les faits, la structure du système d'éducation québécois semble être un des facteurs favorisant la formation générale au détriment de la formation professionnelle. En effet, la formation professionnelle au secondaire est deux fois moins populaire au Québec que dans la moyenne des pays de l'OCDE<sup>5</sup>. Selon le ministère de l'Éducation, les inscriptions en formation professionnelle ont connu ici une baisse importante dans les années 1980 en raison de l'exigence d'une formation générale plus poussée.

Par ailleurs, parmi les élèves accédant à la formation professionnelle au secondaire avant l'âge de 20 ans, plus de la moitié possédaient déjà un diplôme d'études secondaires (DES). Une étude du ministère de l'Éducation souligne que le DES est

très convoité par les jeunes et que la plupart d'entre eux souhaitent l'obtenir avant même de penser à la formation professionnelle<sup>6</sup>. On peut en déduire que l'obtention du DES est considérée par plusieurs comme un carrefour avant d'entreprendre une formation professionnelle au secondaire ou au collégial. Pourtant, ce diplôme ne devrait mener qu'à des études collégiales préuniversitaires ou techniques. Cette mauvaise conception du rôle du DES a pour effet de rallonger la durée des études de plusieurs jeunes avant l'atteinte d'une formation adéquate pour le marché du travail et d'accroître les risques d'abandon.

Même s'il est possible pour les jeunes ayant complété certains préalables de 3<sup>e</sup> secondaire de passer directement à la formation professionnelle, un maigre 2 % d'entre eux le font<sup>7</sup>. Sans compter que seulement 10 % des premiers diplômés sont obtenus dans le secteur de la formation professionnelle. Ils

*À 15 ans, les jeunes Québécois sont parmi les mieux outillés au monde pour réussir la seconde étape de leur parcours de formation. Et pourtant, une proportion étonnante finit par décrocher, ou ne parvient à obtenir un diplôme qu'après de longs et coûteux délais.*

4. Ministère de l'Éducation, *op. cit.*, note 1, p. 28. Toutefois, la durée plus courte des études primaires et secondaires au Québec explique une partie de cette différence.  
5. Ministère de l'Éducation, *La diplomation au Québec et dans les pays de l'OCDE*, Bulletin statistique de l'éducation no 21, janvier 2001.  
6. Ministère de l'Éducation, *Des jeunes en chemin vers la formation professionnelle : parcours et motivations*, 2007, p. 33.  
7. Ministère de l'Éducation, *Le cheminement des élèves, du secondaire à l'entrée à l'université*, 2004, p. 11.

savent bien que ce choix les prive, à moins de poursuivre en parallèle leur formation générale, de la possibilité d'être admis au cégep par la suite sans envisager après coup un an ou deux de formation générale additionnelle. Ils empruntent alors le parcours plus long et risqué vers l'obtention d'un DEC technique, quitte à revenir vers la formation professionnelle par la suite. En effet, les trois quarts de ceux qui obtiennent un DEP ne le font pas avant l'âge de 20 ans, plusieurs d'entre eux après un séjour infructueux au collégial<sup>8</sup>.

On s'inquiéterait sans doute moins des problèmes de réussite scolaire au secondaire si le collégial ne souffrait pas des mêmes problèmes. Or, c'est loin d'être le cas. Au secteur collégial technique, 62 % des jeunes inscrits finissent par obtenir leur diplôme et seulement 33 % le font dans les délais prévus de trois ans<sup>9</sup>. Qui plus est, le secteur collégial technique se caractérise par le plus important taux d'échec et de réorientation<sup>10</sup>.

Au cégep, des centaines de parcours de formation technique offerts durent typiquement trois ans, bien qu'il y ait des diplômes d'études professionnelles (DEP) de 600 à 1800 heures et des attestations d'études collégiales (AEC) de six mois à deux ans. Cela s'applique autant aux formations que les adultes peuvent obtenir autrement (par le biais des commissions scolaires) en 18 mois qu'à celles qui, dans d'autres provinces ou pays, durent quatre ou cinq ans<sup>11</sup>. Cette relative uniformité dans la durée des parcours n'existe pas ailleurs en Amérique du Nord.

Dans plusieurs États américains et pays européens, au contraire, la majorité des jeunes de 16 ans qui ne se destinent pas à l'université opte pour une formation professionnelle dont la durée est variable, mais généralement plus courte, quitte à ajouter d'autres diplômes par la suite, immédiatement ou au cours des premières années de leur vie professionnelle. Autrement dit, ils atteignent la destination souhaitée sur l'escalier en gravissant progressivement les marches. Plusieurs jeunes Québécois, à l'inverse, dépassent la cible pour débouler ensuite.

## De nouveaux parcours, plus flexibles et plus efficaces

Pour réduire la proportion de jeunes qui abandonnent l'école sans formation leur permettant d'accéder au marché du travail, il faut inciter les jeunes qui ne souhaitent pas nécessairement obtenir un diplôme collégial à se diriger plus tôt vers la formation professionnelle au secondaire, tout en incluant des notions générales dans ces programmes afin de leur permettre d'approfondir leur formation par la suite.

En établissant un diplôme de 3<sup>e</sup> secondaire ouvrant aux jeunes la perspective de parcours de formation de durée variable dès son obtention, il deviendrait possible de rendre les parcours de formation professionnelle courts mieux connus et plus attrayants.

*Même s'il est possible pour les jeunes ayant complété certains préalables de 3<sup>e</sup> secondaire de passer directement à la formation professionnelle, un maigre 2 % d'entre eux le font.*

Ce diplôme de 3<sup>e</sup> secondaire ne serait pas baptisé « diplôme d'études secondaires » et ne représenterait pas la fin du parcours scolaire pour quiconque, mais bien le début de la dernière ligne droite. La fréquentation scolaire demeurerait obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans. L'obtention de ce premier diplôme enverra à chaque jeune un double signal : d'abord qu'il a complété avec succès les apprentissages fondamentaux, et ensuite que le temps est venu

de choisir, sans que ce choix soit irrévocable et irréversible, le parcours qui convient à la destination qu'il souhaite sur le marché du travail.

Il serait opportun de faire en sorte que les élèves qui se destinent à l'université puissent compléter trois ans de formation préuniversitaire dans les écoles secondaires plutôt qu'au cégep, après le diplôme de 3<sup>e</sup> secondaire, et qu'ils entreprennent ensuite un baccalauréat universitaire de quatre ans. Cette structure reprendrait donc un modèle qui est appliqué avec succès dans une grande partie des autres provinces et pays développés.

Afin de maintenir l'effectif des établissements collégiaux, ceux-ci pourraient offrir les programmes professionnels de niveau secondaire et se spécialiser ainsi dans la formation professionnelle et technique, dans un contexte où la concurrence entre établissements serait plus forte. Pour les jeunes diplômés de

8. Ministère de l'Éducation, *De l'école vers le marché du travail : Analyse des trajectoires des élèves selon leur cheminement scolaire et leur insertion sur le marché du travail*, Rapport d'étude, juillet 2007.

9. Ministère de l'Éducation, *op. cit.*, note 1, p. 81.

10. Ministère de l'Éducation, *op. cit.*, note 7.

11. Même si la charge de travail peut différer grandement d'un programme d'études à l'autre : l'écart peut atteindre jusqu'à dix heures par semaine.

3<sup>e</sup> secondaire, il serait plus valorisant de poursuivre leur formation professionnelle aux côtés des futurs techniciens. Le fait de changer d'établissement ajouterait à l'effet du nouveau diplôme afin de marquer la fin d'une étape au terme du premier cycle du secondaire. La durée des parcours de formation offerts dans les cégeps serait naturellement variable et plus conforme aux exigences propres à chaque emploi, et des parcours préparatoires pourraient être aménagés avant d'amorcer la portion terminale des formations techniques les plus exigeantes. Les cégeps auraient aussi la possibilité de développer des programmes de formation sur mesure pour les travailleurs en emploi.

Toutefois, les cégeps perdront leur clientèle préuniversitaire au profit des écoles secondaires, alors que ces dernières renonceraient à la formation professionnelle afin de faire de la place pour une année supplémentaire de formation générale destinée aux jeunes qui souhaitent poursuivre vers l'université. Ceux-ci éviteront une transition vers le cégep souvent difficile, bénéficieront de plus d'encadrement et, dans bien des cas, n'auront pas à quitter le domicile familial avant d'entrer à l'université. Par conséquent, ils pourront diminuer le temps consacré au travail rémunéré pendant les études et ainsi réussir plus facilement.

*Pour réduire la proportion de jeunes qui abandonnent l'école sans formation leur permettant d'accéder au marché du travail, il faut inciter les jeunes qui ne souhaitent pas nécessairement obtenir un diplôme collégial à se diriger plus tôt vers la formation professionnelle au secondaire.*

Plus encore, un baccalauréat de quatre ans permettrait de diminuer les taux d'échec et de réorientation au niveau universitaire, car la première année serait consacrée à des cours plus généraux (par exemple qui toucheraient à plusieurs disciplines au sein d'une même faculté) permettant aux étudiants de se familiariser avec l'environnement universitaire et de choisir plus précisément le domaine de formation qui leur convient.

## Pour éviter que trop de jeunes manquent leur sortie

Au cours des années qui viennent, beaucoup de gens de métier partiront pour la retraite et, partout, il risque de manquer de jeunes pour les remplacer. Il y a des limites aux possibilités de combler ces pénuries en retournant des adultes sur les bancs d'école.

En résolvant les problèmes d'aiguillage qui font perdre du temps aux jeunes Québécois et de l'argent aux contribuables, il sera possible de ramener le taux

de diplomation dans les filières professionnelles et techniques plus près des attentes des employeurs et de la moyenne des pays développés.



Institut  
économique  
de Montréal  
*Des idées pour enrichir le Québec*

Institut économique de Montréal  
6708, rue Saint-Hubert  
Montréal (Québec)  
Canada H2S 2M6  
Téléphone (514) 273-0969  
Télécopieur (514) 273-2581  
Site Web [www.iedm.org](http://www.iedm.org)

L'Institut économique de Montréal (IEDM) est un organisme de recherche et d'éducation indépendant, non partisan et sans but lucratif. Il œuvre à la promotion de l'approche économique dans l'étude des politiques publiques.

Fruit de l'initiative commune d'entrepreneurs, d'universitaires et d'économistes, l'IEDM n'accepte aucun financement public.

Abonnement annuel aux publications de l'Institut économique de Montréal : 125,00 \$.

Présidente du conseil :  
HÉLÈNE DESMARAIS

Vice-président et économiste en chef :  
MARCEL BOYER

Les opinions émises dans cette publication ne représentent pas nécessairement celles de l'Institut économique de Montréal ou des membres de son conseil d'administration.

La présente publication n'implique aucunement que l'Institut économique de Montréal ou des membres de son conseil d'administration souhaitent l'adoption ou le rejet d'un projet de loi, quel qu'il soit.

Reproduction autorisée à des fins éducatives et non commerciales à condition de mentionner la source.

Institut économique de Montréal  
© 2008

Imprimé au Canada

Illustration :  
Benoît Lafond

Infographie :  
Valna inc.